



Mouvement
des Entreprises de France
MEDEF

Le Président

Monsieur Jean Castex
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75 007 Paris

Paris, le 3 juin 2021

Monsieur le Premier ministre,

Nous souhaitons attirer votre attention sur les impacts de la crise politique actuelle en Nouvelle-Calédonie sur le monde économique et le modèle social du territoire.

Comme vous le savez, la Nouvelle-Calédonie ne dispose plus de gouvernement depuis février 2021. Faute d'un exécutif de plein exercice, seules les affaires courantes sont expédiées et les principales décisions politiques, pourtant nécessaires, ne peuvent être prises.

Le budget d'investissement 2021, attendu prioritairement par les entreprises, voit ainsi son montant divisé par deux. En outre, de nombreux investissements indispensables à la relance économique du pays sont en attente de décisions. Les entreprises constatent également avec crainte un allongement important des délais de paiement, frôlant pour certaines activités trois, voire six mois. Enfin, les décisions nécessaires au maintien du système de protection sociale calédonien restent en suspens.

Vous avez entamé depuis plusieurs jours des discussions avec les principales forces politiques de Nouvelle-Calédonie pour aborder l'avenir de ce territoire et les conséquences des résultats du prochain référendum.

Les acteurs économiques locaux sont eux aussi source de solutions afin de donner rapidement un nouveau souffle au territoire. Ainsi, à travers le rapport NC ECO que vous trouverez ci-joint, ils proposent une vision partagée d'un modèle économique et social pérenne, quel que soit l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.

C'est pourquoi nous vous remercions par avance pour la prise en compte de ce travail partenarial dans vos réflexions. Les acteurs économiques locaux se tiennent à votre disposition pour participer à ces échanges.

L'avenir du territoire ne s'écrira pas sans le monde économique et il est nécessaire que sa vision et ses propositions soient davantage entendues.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre très haute considération.

Geoffroy Roux de Bézieux

PJ : Un exemplaire du rapport NC ECO